

LA DERNIÈRE CHANCE DU PÉROU ?

Le nouveau président du Pérou s'attaque aux trois fléaux que sont la cocaïne, la corruption et une décennie de violentes insurrections.

PAR SHARON STEVENSON

POUR UNE MULTITUDE DE RAISONS HISTORIQUES, LE PÉROU EST UN PAYS malade sur les plans économique, moral et social, et le nouveau président, M. Alberto Fujimori, le sait. La corruption s'est installée dans des institutions nationales incohérentes et exsangues et elle s'est alimentée de dollars provenant du trafic de la drogue. Le plus grand défi qui attend M. Fujimori est la réforme du gouvernement qu'il doit changer en une force constructive et juste. Il doit convaincre les Péruviens d'aider leur gouvernement à combattre le trafic de narcotiques, les insurgés et la corruption généralisée.

Dans la guerre antidrogues que mène le Pérou, l'arme secrète est la volonté politique, ou plutôt l'absence de celle-ci. Les États-Unis, principaux acteurs étrangers dans cette guerre, accusent le Pérou de ne pas avoir la volonté politique de lutter contre le problème numéro un de l'Amérique, c'est-à-dire la drogue. Encore hantés par le Vietnam, les États-Unis n'affichent aucunement la volonté politique de s'attaquer à ce que les Péruviens considèrent comme étant leur principal problème : une insurrection bicéphale menée par le *Sendero Luminoso* (Sentier lumineux), organisation semblable à celle des Khmers rouges, et par le mouvement révolutionnaire castriste *Tupac Amaru* (MRTA) ; ces deux organisations prospèrent dans les zones de production du coca.

Après son investiture en juillet 1990, M. Fujimori, né au Pérou de parents japonais et surnommé le «Karaté Kid», s'est lancé dans un violent réquisitoire. En effet, il a sévèrement critiqué l'Église catholique pour sa résistance à la limitation des naissances, et il a fustigé l'appareil judiciaire, qualifiant son siège de «Palais d'injustice» et ses juges de «chacals». Après quatre années d'isolement volontaire et de politiques économiques désastreuses mises en oeuvre par le président sortant, M. Alan García, M. Fujimori a lancé un programme d'austérité éreintant visant à stabiliser l'économie et à réintégrer le Pérou à la communauté financière internationale.

M. Garcia avait laissé derrière lui un pays en faillite et une «narco-économie» dont les exportations de coca génèrent des recettes non contrôlées et non taxées d'environ un à deux milliards de dollars US (en 1989, les exportations légales du Pérou s'élevaient à 3,5 milliards de dollars), ce qui a déformé l'économie et déréglé complètement le taux de change du dollar. La lutte contre les drogues et la subversion passait au second plan.

LE PÉROU FOURNIT ENVIRON 60 P. 100 DES FEUILLES DE COCA¹ QUI ENTRENT dans la fabrication de la cocaïne consommée aux États-Unis et de plus en plus en Europe. La vallée de la haute Huallaga, située au nord-est du pays, est devenue célèbre au début des années 1980. Elle produit le coca de la meilleure qualité et est devenue le centre de distribution et de commercialisation d'où la cocaïne était exportée par avion vers la Colombie. La région est aussi devenue le quartier général des opérations antidrogues financées par les États-Unis. Pendant plusieurs années, ces derniers avaient financé des missions d'interdiction à faible intensité et la destruction physique de plantes de coca dans la haute vallée de la Huallaga. En 1989, les agents de la *Drug Enforcement Administration* (DEA) des États-Unis et la police antidrogues qu'ils conseillent y ont établi une nouvelle base et ont intensifié leurs opérations.

Au Pérou, la politique antidrogues des États-Unis, que même des sources bien informées considèrent comme étant «en lambeaux», a été fondée sur l'illusion et sur la peur. Illusion que l'on peut éliminer l'offre de drogues sans s'attaquer au principal problème du Pérou, à savoir une subversion épouvantable. Peur qu'en s'y attaquant, les États-Unis s'engageraient dans «un autre Vietnam» ou même un autre El Salvador. Cependant, en refusant de regarder en face la déchirante complexité des régions péruviennes pro-

ductrices de coca et en faisant actuellement l'autruche face à l'insurrection, les États-Unis nuisent à la fois à leurs intérêts et à ceux du Pérou.

En septembre 1989, le président Bush et le Congrès américain ont décidé unilatéralement que les pays andins devaient recevoir une aide militaire pour la lutte contre la drogue ; ainsi, 35,9 millions de dollars US ont été réservés au Pérou. Le programme visait à inciter l'armée péruvienne à faire «quelque chose» dans la guerre antidrogues : «isoler» la Huallaga en empêchant la circulation, par voie terrestre, fluviale ou aérienne, des produits du coca et des produits chimiques nécessaires à leur transformation.

Bien que la constitution péruvienne interdise à l'armée de combattre le trafic de la drogue (en principe, cette tâche incombe à la police), les forces navales et aériennes peuvent justifier les opérations antidrogues par la nécessité de rétablir l'autorité du Pérou sur ses voies fluviales et sur son espace aérien. Le Congrès et le gouvernement des États-Unis croyaient fermement à la logique tordue, mais politiquement sûre, selon laquelle l'armée pourrait, aux dires des porte-parole américains à Lima, «assurer la sécurité des opérations antidrogues» dans la vallée, mais qu'elle se contenterait de «contrôler» et de déstabiliser les deux mouvements de guérilla armée y opérant. En fait, la loi prévoyait que les fonds alloués ne pourraient être utilisés que pour la lutte antidrogues, et accessoirement contre la subversion au cas où celle-ci s'accompagnerait du trafic de narcotiques.

CEPENDANT, LES *SENDERISTAS* (MEMBRES DU SENTIER LUMINEUX) NE SONT PAS que des «narco-terroristes» ; ce sont de vrais révolutionnaires dont le but premier est la prise du pouvoir politique au Pérou. En fait, au cours des deux dernières années, le financement du mouvement s'est accru considérablement grâce à son racket de protection appliqué auprès des «narcos» et aux «taxes de guerre» qu'il impose aux producteurs de coca et à toute autre personne qu'il peut intimider. Et de plus en plus, on constate que le *Sendero* aimerait s'emparer du système de distribution même.

Habituellement, les *Senderistas* établissent leur domination politique dans les régions «libérées» en torturant ou massacrant toute personne qui leur résiste ou qui représente le système capitaliste. Souvent, ils obligent des villageois à enrôler leurs enfants dans la guérilla. Ils offrent aussi un système «judiciaire» pour faire échec au vol et à l'adultère.

M. Alberto Fujimori, agronome et professeur d'université venu de nulle part pour accéder à la présidence l'année dernière, n'est pas politiquement fou. Comme son prédécesseur, il a refusé de signer l'accord d'aide militaire avec les États-Unis avant l'échéance, perdant ainsi les 35,9 millions de dollars que ceux-ci lui destinaient. On l'incitait à accepter une aide américaine qui exacerberait une stratégie anti-insurrectionnelle déjà militarisée, et ce, sans lui fournir de «carotte» pour ce que les spécialistes de la contre-insurrection appellent «l'autre guerre», celle des coeurs et des esprits. Sans mesures coordonnées sur les plans politique, économique, social et psychologique, l'aide américaine ne ferait qu'enflammer les sentiments anti-américains des nationalistes.

Le plus grand défi de M. Fujimori consistera à rétablir la «légitimité morale» de son gouvernement aux yeux de la population rurale et paysanne. Réagissant aux accusations des États-Unis qui estimaient que le Pérou était complaisant en matière de drogues pour n'avoir pas accepté l'aide proposée, M. Fujimori a répondu sans équivoque :

«Pour nous, le trafic de narcotiques est un cancer, et nous voulons l'éliminer. Mais nous voulons qu'en appliquant la loi, on prenne en compte le contexte global, c'est-à-dire les possibilités réelles des agriculteurs dans les zones où l'on produit actuellement du coca et la possibilité d'élaborer d'autres options économiques.»